



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT – BICUPE – SIC – ID – 2025 – 294

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
COMMUNES DE CAGNICOURT, HAUCOURT ET VILLERS-LES-CAGNICOURT**

Société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES

Arrêté du 19 novembre 2025 imposant des mesures complémentaires

Le préfet du Pas-de-Calais
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement,

Vu le Code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 09 avril 2025 portant nomination de Laurent Touvet en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté n°2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 accordant l'autorisation environnementale à la société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES à exploiter un parc de 11 aérogénérateurs à Cagnicourt, Haucourt et Villers-les-Cagnicourt ;

Vu la déclaration d'incident transmise à la DREAL le 25 avril 2025 faisant état de l'observation le 24 avril 2025 par la société VALECO d'un cadavre de Busard pâle (*Circus macrourus*) mâle à environ 15 mètres de l'éolienne HCA01-EOL3 du parc éolien des Quintefeuilles ;

Vu l'arrêté de mesures d'urgence du 26 juin 2025 imposant des mesures de protection à la société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES ;

Vu les documents transmis en date du 04 août 2025 par l'exploitant faisant état du bilan d'observation de l'espèce Busard pâle, des mesures mises en place ainsi que des engagements afin de limiter l'impact du parc sur les espèces de Busard ;

Vu la visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 23 septembre 2025 sur le site du parc éolien susvisé ;

Vu l'envoi du 21 octobre 2025 des propositions de l'inspection de l'environnement à l'exploitant ;

Vu les observations du 04 novembre 2025 transmises par l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

Considérant ce qui suit :

1. afin d'assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, les prescriptions des arrêtés susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
2. les espèces Busard pâle (*Circus macrourus*), Busard cendré (*Circus pygargus*), Busard des roseaux (*Circus aeruginosus*), Busard Saint-Martin (*Circus cyaneus*) sont inscrites en annexe I de la Directive n°2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages, dite Directive « Oiseaux » ;
3. les espèces Busard cendré (*Circus pygargus*), Busard des roseaux (*Circus aeruginosus*), Busard Saint-Martin (*Circus cyaneus*) font partie des espèces protégées par l'article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
4. les espèces Busard cendré (*Circus pygargus*), le Busard des roseaux (*Circus aeruginosus*), le Busard Saint-Martin (*Circus cyaneus*) ont un statut en danger ou vulnérable sur la liste rouge des oiseaux nicheurs en Hauts-de-France ;
5. la présence connue et avérée dans le secteur d'implantation du parc de population de différentes espèces de Busard dont éventuellement de Busard pâle (*Circus macrourus*) ;
6. l'écologie des espèces de Busard démontre leur territorialité, leur fidélité à leurs territoires de nidification et leur reproduction dès l'âge de 3 ans ;
7. les observations des années précédentes, confirment le succès de la reproduction de différentes espèces de Busards sur le secteur de Cagnicourt, Haucourt et de Villers-les-Cagnicourt comptant notamment l'envol de jeunes sur 13 nids recensés durant l'année 2025
8. la similarité en terme de phénotypes des espèces Busard pâle et Busard cendré rendant leurs distinctions difficiles au niveau des observations ;
9. les mesures de l'autorisation environnementale doivent dès lors être adaptées conformément aux dispositions de l'article L. 181-14 du Code de l'Environnement ;
10. conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'Environnement, ces nouvelles prescriptions sont fixées par arrêté complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-calais ;

Arrête

Article 1: Objet

La société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES sise 188 Rue Maurice Béjart, CS 57392, 34080 MONTPELLIER Cedex, est tenue de respecter les dispositions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien situé sur le territoire de la commune de Cagnicourt, Haucourt et Villers-les-Cagnicourt.

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 26 juin 2025 imposant des mesures d'urgence.

Article 2 : Observations sur la présence éventuelle de Busards

L'exploitant est tenu de prendre l'attache d'une entité spécialisée dans l'observation des busards afin de connaître, la présence ou non de busards à proximité des éoliennes.

Le début des observations démarre au moment de l'arrivée prévisionnelle des Busards sur zone, à partir du mois de mars, et se termine au moment du départ des Busards de la zone, vers la fin de l'été. Ces observations concernent toutes les espèces de Busards susvisées. L'exploitant adapte la fréquence des observations de terrain ainsi que les modalités des observations en fonction des enjeux.

La société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES est tenue de prendre les dispositions nécessaires afin que l'entité en charge de l'exploitation de son parc éolien soit informée dans des délais raisonnables par l'entité en charge des observations en cas de détection de la présence de Busards, toutes espèces confondues, à proximité des éoliennes.

Afin de mettre en œuvre les dispositions mentionnées aux trois alinéas précédents, l'exploitant définit un protocole tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 3 : Mise en place d'un arrêt

Les éoliennes concernées par la mise à l'arrêt sont scindées en deux groupes :

- Éoliennes 1 à 8, partie Nord ;
- Éoliennes 9 à 11, partie Sud ;

Les dispositions de mise à l'arrêt décrites ci-après s'appliquent par groupe d'éoliennes.

Si, en application de l'article 2, la présence de Busards est détectée à proximité des groupes d'éoliennes définis à l'alinéa précédent, alors deux cas de figures se présentent :

- En période de cantonnement pour les espèces Busards pâles et Busards cendrés, les éoliennes du groupe concerné sont arrêtées en période diurne ;
- En période de nidification pour toutes espèces de Busards et jusqu'à émancipation des jeunes, les éoliennes du groupe situées dans un rayon de 500 mètres autour du nid de Busard sont arrêtées en période diurne ;

Article 4 : Suivi environnemental

L'exploitant est tenu, pour l'année 2026, de réaliser un suivi environnemental conformément aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif.

Article 5 : Mesure de protections des nichées

Une protection des nichées de Busards, toutes espèces confondues, est mise en place afin de protéger les nids qui seraient repérés jusqu'à l'envol des jeunes lors de périodes de moisson.

L'exploitant informe l'agriculteur des mesures de protections.

L'exploitant met en place un suivi des couples de busards se reproduisant à proximité du parc éolien. Ce suivi a pour objectif :

- d'évaluer, chaque année, si les individus reproducteurs sont présents dans le périmètre étudié (environ 2 à 3 km autour du parc) : 2 passages d'un expert ornithologue en début de saison ;
- de localiser précisément, le cas échéant, les nids (1 à 2 passages au moment des parades nuptiales) ;
- de suivre l'état d'avancement des nichées concernées (passage d'un expert ornithologue au cours de la période d'élevage des jeunes - 1 passage) ;
- de procéder à la sauvegarde des nichées selon les recommandations des référentiels scientifiques reconnus ;
- d'intervenir auprès de l'agriculteur pour une sensibilisation voire une indemnisation en cas de mise en place de mesures de protection au sein de leurs cultures.

Ce suivi est mis en place chaque année d'exploitation et durant toute la durée d'exploitation du parc.

Ce suivi est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 6 : Modalité de réexamen des mesures

Les modalités d'exploitation prévues par le présent arrêté peuvent être réexaminées sur demande de l'exploitant en fonction de l'évolution du contexte environnemental.

L'évolution de ce contexte se basera sur les résultats mis en évidence par les entités en charge de l'observation des Busards et tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

Ces éléments devront être soumis à validation de l'inspection de l'environnement avant toute modification de ces modalités.

Article 7 : Sanctions

Dans le cas où les dispositions du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais fixés, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 8 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de l'arrêté est affiché en mairies de Cagnicourt, Haucourt et Villers-les-Cagnicourt pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et transmis à la préfecture du Pas-de-Calais ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès de la cour administrative d'appel de Douai, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R.311-5 du Code de justice administrative par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La cour administrative d'appel peut être saisie par l'application télerecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 10 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES et dont une copie sera adressée aux maires de Cagnicourt, Haucourt et Villers-les-Cagnicourt.

Pour le préfet
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copies adressées :

- à la société PARC EOLIEN DES QUINTEFEUILLES
- aux maires de Cagnicourt, Haucourt et Villers-les-Cagnicourt
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts de France (courriel)